



Cliquer pour  
agrandir  
6,5 €

## Les défis d'une Europe élargie (n.2887 - numéro spécial)

Problèmes économiques  
La Documentation française

**Problèmes économiques**

**N° 2.887**

**23 novembre 2005**

**DOSSIER : LES DEFIS D'UNE EUROPE ELARGIE**

### **GOUVERNANCE ECONOMIQUE**

#### **L'assouplissement du Pacte de stabilité**

*La Revue du Trésor*

Philippe Marchat

L'auteur revient ici sur les circonstances qui ont présidé à l'assouplissement du Pacte de stabilité et de croissance (PSC). Les déficits de la majorité des Etats membres de l'Union européenne (UE), en particulier ceux de l'Allemagne et de la France, pays leaders de l'UE, et l'élargissement à dix nouveaux membres, favorisant l'augmentation du nombre et parfois de la durée des déficits budgétaires, ont incontestablement déclenché le processus d'assouplissement du PSC. L'évolution du Pacte, adoptée au printemps 2005, implique de revenir sur sa signification. Sans modification des seuils, mais plaçant l'endettement (et de ce fait, le long terme) en première ligne, le PSC est aujourd'hui considéré comme l'organe essentiel de la politique économique et financière de l'UE dont le défi majeur est de réaliser l'ambitieux objectif économique fixé par la stratégie de Lisbonne : devenir l'économie la plus compétitive au monde.

#### **Le concept d'attractivité en Union monétaire**

*Bulletin de la Banque de France*

François Mouriaux

La question de l'attractivité du territoire est une interrogation ancienne. Depuis la mise en place de l'Union économique et monétaire, on constate une intensification de l'intérêt pour cette problématique, comme en témoignent la publication d'une série de rapports sur le sujet. En effet, dans un contexte où les ajustements de change ne peuvent plus intervenir, l'intérêt et les limites du concept d'attractivité dans la formulation des politiques économiques se posent en termes nouveaux. Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, la concurrence fiscale et la santé des finances publiques deviennent des éléments essentiels de l'attractivité. En incitant les pays membres à s'inscrire dans une action pluriannuelle et à améliorer la qualité des dépenses publiques, le Pacte de stabilité et de croissance peut être d'une grande utilité dans la conduite des politiques d'attractivité.

#### **Le budget 2007 - 2013 : quelle politique de cohésion européenne ?**

*Futuribles*

Marjorie Jouen

Au cours du Conseil européen du 16 et 17 juin 2005, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) ne sont pas parvenus à trouver un accord sur le cadre financier 2007-2013. La future politique de cohésion économique et sociale fait notamment l'objet d'âpres discussions. L'UE est confrontée aux nombreux problèmes posés par l'élargissement à dix nouveaux Etats membres, issus pour huit d'entre eux d'Europe centrale et orientale. L'adhésion de ces pays, dont le niveau de richesse se situe en dessous de la moyenne communautaire, va en effet entraîner un accroissement des disparités régionales et sociales, de nouvelles inégalités territoriales et l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Or, la question du financement de la future politique de cohésion économique et sociale conçue pour résoudre ce type de problèmes se pose à un moment où le projet européen souffre d'une véritable désaffection et où l'Union enregistre des performances économiques médiocres.

### **POLITIQUES SOCIALES ET CROISSANCE**

#### **L'UE : un sujet politico-économique complexe**

*Intereconomics*

J. Andrés Faïña

Le traité constitutionnel qui avait comme objectif d'établir les nouveaux fondements juridiques et politiques de l'Union européenne (UE) a essuyé un échec avec les résultats négatifs des référendums français et néerlandais. L'Europe est-elle désormais en crise ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord rappeler que l'UE a accompli d'impressionnantes réalisations institutionnelles. L'unification du marché intérieur, l'union monétaire et le récent élargissement en sont des exemples. L'auteur cherche ensuite à montrer la véritable signification du processus d'intégration européen et à analyser l'impopularité dont l'UE est aujourd'hui victime. Parmi les difficultés, il cite le rôle toujours prépondérant des gouvernements nationaux ainsi que le problème de crédibilité

face aux objectifs de l'UE.

### **L'avenir incertain du modèle social européen**

*Droit social*

Georges Spyropoulos

Les questions sociales ont dominé les débats qui ont marqué les campagnes référendaires, en vue de la ratification du traité constitutionnel, qui se sont déroulées, au printemps dernier, en France et aux Pays-Bas. L'élargissement de l'Union européenne (UE) à des pays dont les systèmes de protection sociale se situent nettement en dessous des standards européens fait en effet planer la crainte d'une remise en cause profonde des acquis sociaux de l'Etat providence. Après avoir rappelé les principes fondamentaux du modèle social européen, l'auteur souligne que celui-ci, devant les critiques répétées des libéraux et des néo-libéraux, a commencé depuis une vingtaine d'années à céder du terrain. Il montre notamment que lors des négociations d'adhésion qui ont précédé le dernier élargissement, ce sont les critères politiques et économiques qui ont prévalu au détriment des critères sociaux. Par ailleurs, la Charte des droits sociaux fondamentaux incorporée au traité constitutionnel ne prévoit pas de compétence nouvelle de l'Union en matière sociale. Il est donc difficile, dans ces conditions, d'envisager, dans les cinq à dix prochaines années, une évolution positive du modèle social européen.

### **L'Union européenne après l'élargissement**

*Chronique internationale de l'IRES*

Jacky Fayolle

Le 1er mai 2004, dix nouveaux États membres ont rejoint l'Union européenne (UE). Il est attendu de cet élargissement de l'UE un processus de rattrapage économique et une coordination plus transversale entre tous les acteurs sociaux européens. Il semble qu'au contraire ce soit la méthode intergouvernementale, voire supra-étatique qui domine. Le développement de l'investissement productif et du commerce extérieur ayant permis à la croissance économique des PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) de résister depuis 2000 sont autant d'éléments qui confirment l'idée que le rattrapage est amorcé. Toutefois, la diffusion de ces gains est limitée : les taux de chômage dans les nouveaux pays membres sont élevés et l'écart entre l'évolution des salaires et celle de la productivité augmente. Ces pays doivent en outre faire face à différents dilemmes. Favoriser le développement des investissements directs à l'étranger (IDE), par exemple, encourage la transmission des technologies et allège la contrainte financière de ces économies mais risque d'accroître le dualisme entre les entreprises à capital étranger et les petits secteurs constitués d'entreprises locales. Adopter l'ancrage fixe de la devise locale sur l'euro favorise la stabilité monétaire mais risque d'exercer une pression sur la compétitivité nationale. Au contraire, choisir une transition souple à l'euro permettrait d'éviter la contrainte pesant sur la compétitivité mais incite, dans le même temps, à la dépréciation et peut provoquer de l'inflation.

### **Le difficile équilibre entre solidarité et croissance**

*Finances et Développement*

Michel Deppler

Après plusieurs décennies de forte croissance, l'Europe traverse actuellement une phase de croissance faible, surtout comparée aux Etats-Unis. L'auteur, en retraçant l'histoire économique de l'Europe continentale depuis l'Après-guerre tente d'analyser ce problème dans le cadre d'une Europe élargie. Il souligne la présence de deux traditions de long terme : l'une tournée vers la solidarité et l'équité, l'autre vers la discipline financière et l'efficacité économique. Si aujourd'hui, l'intégration des nouveaux pays membres lance un défi à l'Europe sociale, cette même intégration a toujours été une source majeure de croissance en Europe. Mais au-delà de cet élargissement - et afin d'améliorer les perspectives de croissance - l'auteur rappelle que les réformes politiquement difficiles sont généralement considérées nécessaires à une forte croissance.

### **QUELLES REFORMES POUR UNE MEILLEURE COMPETITIVITE ?**

#### **Comment sauver le processus de Lisbonne ?**

*CES ifo*

Jean Pisani-Ferry

Les trois principaux objectifs de Lisbonne (une intégration économique plus poussée, une meilleure coordination des marchés du travail domestiques et des systèmes de retraite et une restructuration de la dépense publique) ont-ils été atteints ? La comparaison des trajectoires des pays membres de l'Union européenne (UE) et des pays extérieurs à la zone montre que l'UE s'est trouvée dans l'incapacité de tenir ses engagements. L'absence d'incitation à coordonner les politiques de réformes structurelles nationales en est la principale responsable. Dans ces conditions, et pour un intérêt commun, la seule façon de rendre plus efficace le processus de Lisbonne, et de rendre sa légitimité à l'Union européenne, est d'inciter les Etats membres à développer des politiques coordonnées et d'aider à la diffusion des externalités positives attendues.

### **L'avenir économique de l'Europe**

*The Journal of Economic Perspectives*

Olivier Blanchard

La situation de quasi stagnation que connaît l'Europe depuis quelques années, comparée au dynamisme de l'économie américaine, entretient un climat de profonde morosité sur le Vieux continent. Pourtant, une analyse des performances économiques de part et d'autre de l'Atlantique montre que depuis trois décennies, l'écart de PIB par habitant entre l'Union européenne et les Etats-Unis est resté relativement constant et que la productivité du travail - mesurée en PIB par heure travaillée - a augmenté plus rapidement en Europe qu'Outre-Atlantique. D'importantes réformes structurelles ont de surcroît été engagées depuis une vingtaine d'années par l'Union européenne qui, de toute évidence, sont bien davantage le signe du changement que de l'immobilisme. Si l'économie européenne continue d'être handicapée par une réglementation insuffisamment efficace rien, selon l'auteur, ne justifie néanmoins l'excès de pessimisme qui semble s'être emparé des Européens.

Année d'édition : 2005 64 pages, 21x27 cm  
Réf. : 3303332028870 ISSN : 0032-9304